

laire au jeune. Celui-ci ne sera alors plus gêné. Au lieu de le laisser s'amuser comme il le fait dans le moment, sans savoir où donner de la tête, il faut lui organiser des loisirs, lui donner une orientation et lui garantir son droit à la vie dans la société.

Pourquoi les jeunes se révoltent-ils? Parce qu'ils se voient refuser le droit de vivre dans la société. Parce qu'ils ne peuvent s'intégrer dans cette société-là, ils essaient de la faire sauter. C'est exactement ce qui se produit.

Mais où prendre ce présalaire que nous paierions aux jeunes étudiants? Dans mes poches? Non, car je répète que j'ai besoin de ce que j'ai dans mes poches. Je suis convaincu que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) a également besoin de ce qu'il a dans ses poches.

Toutefois, rien ne nous empêche de prendre à la Banque du Canada les crédits voulus, toujours basés sur la production du Canada et non pas sur la lune ou la planète Mars. La production du Canada atteint, cette année, 77 milliards de dollars, alors que nous recevons 55 milliards. Les économistes se soulèvent contre la théorie créditiste, en disant qu'il faut déprécier la production pour fins d'impôt sur le revenu.

C'est bien clair. Celui qui fait beaucoup d'affaires va essayer de réclamer le plus de dépréciation possible, afin de payer moins d'impôt sur le revenu. C'est clair. Tout le monde le comprend et le ministre aussi. Toutefois, la dépréciation se traduit par quoi? Par l'excédent qui existe actuellement, ou les excédents qui sont sur les tablettes des magasins.

En voici la preuve: tout le revenu national est dépensé. Les magasins demeurent remplis. Les usines fonctionnent au ralenti, parce que les produits ne se vendent pas, ce qui crée des chômeurs. Voilà le problème.

Alors, la dépréciation existe où? Sur les tablettes des magasins. Il faut utiliser la Banque du Canada pour distribuer du pouvoir d'achat, soit par l'escompte compensé, soit par le dividende national pour permettre au consommateur d'acheter les produits dans les magasins.

Une fois les tablettes des magasins vidées, les manufactures fonctionneront de nouveau et on emploiera les chômeurs. A ce moment-là, le ministre de l'Expansion économique régionale sera bien heureux de voir les consommateurs au travail.

Au lieu de subventionner les usines, subventionnons les consommateurs. Ceux-ci iront faire fonctionner les usines, parce qu'ils auront acheté les produits de l'usine. Nous vivrons alors dans un régime économique sain, où l'être humain pourra être lui-même, où le citoyen canadien pourra se sentir en sécurité dans son pays, tout en conservant intégralement sa liberté personnelle. C'est ce que nous réclamons depuis de nombreuses années.

Monsieur l'Orateur...

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député. Je le fais pour informer la Chambre que son temps de parole est écoulé.

Des voix: Qu'il continue.

M. l'Orateur suppléant: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député poursuive son discours?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je n'abuserai pas de la bienveillance de mes collègues.

Voilà la solution que les créditistes préconisent depuis de nombreuses années. On me dira, comme on me l'a dit dimanche après-midi au canal 10, que cela n'a jamais été essayé nulle part. C'est vrai, mais tout va mal partout!

Si nos solutions étaient mises à l'essai quelque part, cela rétablirait peut-être la situation. Si ce n'est pas bon, cessons de les appliquer. Nous avons la conviction que le système actuel n'est pas bon, mais le peuple canadien l'endure quand même.

Certains citoyens continuent à louer ce système-là. Si, dans une région, on crée la prospérité, on ne regarde pas l'autre où l'on crée la misère.

Monsieur l'Orateur, la solution au problème actuel réside dans le système économique. On doit apporter une solution d'ordre économique pour sauvegarder la liberté de l'individu et pour lui assurer sa sécurité. Voilà ce que souhaitent les créditistes.

Je fais appel au ministre des Finances, au ministre de l'Expansion économique régionale, au premier ministre, qui voyage actuellement en Inde, au Pakistan et à Singapour, bref, je fais aussi appel au gouvernement en vue de l'établissement d'un système économique plus humain qui permettra aux jeunes de s'épanouir, de grandir, de comprendre la vie davantage, de se former, de s'orienter et qui permettra aux pères et aux mères de famille d'avoir l'assurance d'élever une famille normale en toute quiétude dans un système normal. Je souhaite aux vieillards une heureuse vieillesse dans la sécurité et la liberté.

Voilà ce que les créditistes réclament depuis longtemps, sans «partisanerie» politique. Si le parti libéral s'inspire de cela, je suis convaincu que mes collègues du Ralliement créditiste et moi-même l'appuierons sans réserve afin que le peuple canadien jouisse d'un régime politique qui assurera à tous la sécurité et la liberté.

• (4.30 p.m.)

[Traduction]

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, il y a quelques semaines, j'ai participé à un débat analogue sur le budget et, probablement, sur l'amendement du Nouveau parti démocratique. En écoutant aujourd'hui les discours du chef de l'opposition (M. Stanfield) et des autres orateurs, il m'a semblé que nous revivions le débat en question. Depuis plusieurs semaines que le budget a été déposé à la Chambre, aucun des députés que nous avons entendus aujourd'hui n'a été capable de trouver quelque chose de nouveau.

Je présume que ce débat, demandé par l'opposition officielle, est simplement destiné à justifier le fait que le chef de l'opposition a soudainement découvert le chômage et les problèmes qu'il pose aux Canadiens les plus défavorisés.

M. Lewis: Et au gouvernement.

L'hon. M. Mackasey: Je remercie le député. Il n'oublie jamais de me souffler ce que je veux dire. J'ai écouté le discours de l'aspirant chef néo-démocrate. J'ai comparé ses déclarations fracassantes avec celles qu'il a prononcées en réponse à l'aile «waffle» de son parti. Si quelqu'un doit faire face à un dilemme, c'est bien l'honorable député d'York-Centre...

M. Lewis: York-Sud.